

A N N A L E S  
**BRETAGNE**  
PAYS DE L'OUEST

## **Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest**

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

**119-1 | 2012**

**Varia**

---

# Deux familles de négociants d'étamines au Perche : les Margonne et les Buttet. Étude prosopographique

**Claude Cailly**

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2326>

DOI : 10.4000/abpo.2326

ISBN : 978-2-7535-1852-0

ISSN : 2108-6443

### **Éditeur**

Presses universitaires de Rennes

### **Édition imprimée**

Date de publication : 30 mars 2012

Pagination : 117-144

ISBN : 978-2-7535-1850-6

ISSN : 0399-0826

### **Référence électronique**

Claude Cailly, « Deux familles de négociants d'étamines au Perche : les Margonne et les Buttet. Étude prosopographique », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 119-1 | 2012, mis en ligne le 30 mars 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2326> ; DOI : 10.4000/abpo.2326

---

# Deux familles de négociants d'étamines au Perche : les Margonne et les Buttet Étude prosopographique

Claude CAILLY

Maître de conférences honoraire en histoire moderne  
université de Bordeaux III

L'intérêt porté, en Touraine et au-delà, à l'accueil réservé à Honoré de Balzac par le couple Margonne au manoir de Saché nous a incité à compléter une étude réalisée sur les négociants d'étamines de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), parmi lesquels les ascendants paternels (Margonne) et maternels (Buttet) des propriétaires de Saché<sup>1</sup>. Notre but n'est pas ici d'aborder les relations entre Balzac et ses protecteurs tourangeaux, ni l'univers de Saché, déjà bien établis par plusieurs études<sup>2</sup>. Il s'agit, à travers l'exemple des familles Buttet et Margonne et de leurs alliées, toutes versées dans le négoce textile à Tours et à Nogent-le-Rotrou, d'analyser les comportements démographiques, économiques, sociaux et culturels de ce groupe social et familial et par là, d'établir au plan économique, les rapports entre investissement commercial et placement foncier, sources d'accumulation de capital et de revenus et de domination sociale, voire politique, de cette bourgeoisie d'affaires. Localement, cette étude, comparée à celles consacrées récemment aux officiers du bureau des finances et aux membres du corps de ville de Tours<sup>3</sup>, contribuera à la connaissance de la bourgeoisie tourangelles des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

---

1. Étude qui doit prochainement être publiée par la Fédération des Amis du Perche sous le titre : « Nogent-le-Rotrou : économie et société, 1660-1914 ».

2. SASSIER, Marie-Françoise, *Histoire d'un grand mécénat, le château de Saché, refuge de Balzac*, Conseil général d'Indre-et-Loire, 2001, que nous recommandons au lecteur intéressé. L'auteur a utilisé essentiellement les archives du fonds Paul Métadier conservées aux Arch. dép. d'Indre-et-Loire sous la cote 112 J 59. Ces relations sont également abordées dans des ouvrages antérieurs : MÉTADIER, Paul, *Balzac en son pays*, Chambray-lès-Tours, éditions CLD, 1993.

3. PETITFRÈRE, Claude, « Les maires de Tours aux XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles : patriciens ou hommes nouveaux » dans : *Construction, reproduction et représentation des patriciats urbains de l'Antiquité au XX<sup>e</sup> siècle*, Actes du colloque de Tours, 7, 8 et 9 septembre 1998, Centre d'his-

## La position sociale des familles Margonne et Buttet

### *Les ascendants de Jean-François Margonne, propriétaire de Saché*

Jean-François Margonne (1780-1858) appartient à une lignée de marchands de Nogent-le-Rotrou et de Tours. Du côté paternel, il est le dernier descendant d'une dynastie de marchands et de juristes, originaire de Châteaudun et venue s'installer à Nogent-le-Rotrou au début des années 1670<sup>4</sup>. Il est issu du mariage de François Hippolyte (1755-1790), l'un des plus riches négociants d'étamines de Nogent-le-Rotrou entre 1756 et 1780, et de Marie-Martine Buttet, fille de Jean Buttet (1730-1802), avec lequel il était associé entre 1778 à 1780<sup>5</sup>. C'est, en effet, du côté maternel, que Jean-François Margonne appartient à une vieille et riche famille marchande installée à Tours depuis le xvi<sup>e</sup> siècle. Le domaine de Saché lui vient de la succession de son grand-père, Jean Buttet, décédé en 1802, en représentation de sa mère épouse de François Hippolyte, décédée. L'acquisition par Jean Buttet en 1779 de la seigneurie de Saché n'est sans doute pas étrangère à cette origine tourangelles. Son père, Jean-François Buttet (1699-1787), époux de Françoise Viot (1710-1731), est marchand de toiles à Tours, puis il prend les titres d'écuyer et secrétaire du Roi. Fils aîné, il succède à son père, Jean Buttet (1655-1726), premier du nom, époux de Marguerite Barat (1673-1732), également marchand de toiles à Tours. Privé de l'entreprise commerciale, le fils cadet, Pierre Martin Buttet (1713-1786) se marie en 1737 avec Marie-Louise Pinceloup (1719-1787), fille d'Antoine et de Marie-Louise Guerrier, négociants d'étamines à Nogent-le-Rotrou, avant de s'installer dans cette ville. Rejoignant son beau-père et quatre de ses cinq beaux-frères, il entre dans le cercle étroit de la bourgeoisie étaminière nogentaise. Le contexte économique est alors favorable. L'industrie des étamines dont les débouchés sont nationaux et internationaux et dont les centres principaux, Le Mans et Nogent-le-Rotrou, rayonnent sur le Maine, le Perche et la Touraine, connaît une forte croissance, source d'enrichissement rapide tant commercial que

---

toire de la ville moderne et contemporaines (CEHVI), université François Rabelais, 1999; CAILLOU, François, *Une Administration royale d'Ancien Régime : le Bureau des Finances de la généralité de Tours (1577-1790)*, Tours, PUFR, collection « Travaux historiques », 2005, 2 vol., 930 p. ; BAUMIER-LEGRAND, Béatrice, *Tours entre Lumières et Révolution : pouvoir municipal et métamorphoses d'une ville (1764-1792)*, Rennes, PUR, 2007.

4. Arch. municipales, Nogent-le-Rotrou, B.M.S. PARSEVAL, Frédéric Ferdinand Joseph (de), *Généalogie et souvenirs de famille : les Parseval et leurs alliances pendant trois siècles (1594-1900)*, Bergerac, 1901, 3 vol., in 4°.

5. François dit de la Motte (1653-1719) époux en premières noces de Jeanne Aubin, décédée en 1695, et en secondes noces de Madeleine Guerrier (1649-1723), son trisaïeul, cumule à la fois le négoce d'étamines et les offices de notaire et de greffier du comté de Nogent-le-Rotrou, alors propriété des descendants du duc de Sully. L'un des seize enfants du premier mariage, Alexandre Margonne (1680-1759), marié à Gabrielle Courtin (1682-1762), son bisaïeul, fait une carrière d'avocat à Nogent. Il donne naissance à Emmanuel François (1711-1760), quatrième enfant d'une nombreuse descendance, officier de vaisseau à la Compagnie des Indes, marié à Jeanne de Noul de la Loierie (1728-1784) de noblesse bretonne, dont François Hippolyte est l'unique enfant.

foncier<sup>6</sup>. Quant à Jean Buttet, deuxième du nom, son neveu, c'est après son mariage à Tours, en 1755, avec Perrine Poulet (1738-1812), fille de marchands-fabricants tourangeaux, qu'il rejoint son oncle à Nogent-le-Rotrou et s'associe avec lui dans le commerce des étamines. Malgré ses débouchés vers l'Espagne et ses colonies latino-américaines, il surmonte les effets désastreux de la guerre de Sept Ans : en 1768, il acquiert l'office de secrétaire du Roi près la cour des aides de Clermont-Ferrand moyennant 71 676 l. t. et, onze ans plus tard, la seigneurie de Saché appartenant à la veuve de Briochet, moyennant 330 000 l. t. ! Bel exemple d'une stratégie de placement foncier parallèle à l'investissement commercial en période de croissance<sup>7</sup>. Ce n'est qu'en 1783 avec le déclin de l'industrie étaminière qu'il abandonne le commerce des étamines et se retire définitivement à Saché.

Deux filles naissent de l'union Buttet-Poulet. L'aînée, Perrine Françoise, se marie en 1780 à Henry Joseph de Savary, d'une famille noble, et à cette époque capitaine de cavalerie à Lille<sup>8</sup> ; les époux s'installent à Tours où ils deviennent amis de la famille Balzac<sup>9</sup> ; Perrine décède très tôt, en 1791, âgée de 34 ans seulement. Sa sœur cadette, Marie-Martine, devient l'épouse en 1778 de François Hippolyte Margonne, à cette date négociant d'étamines, associé à son beau-père. À la suite du décès de sa mère en 1789 puis de son père l'année suivante, Jean-François, futur hôte de Balzac, seul enfant de cette union, devient orphelin à l'âge de dix ans. Émancipé, sa curatelle est d'abord exercée par son grand-oncle paternel Alexandre Margonne, avocat à Nogent-le-Rotrou, jusqu'à son décès en 1797, puis par Jean Buttet, son grand-père maternel, seigneur de Saché. Avant ses 13 ans, il poursuit sa scolarité au collège de Chartres. De 1795 à 1799, il est domicilié à Nogent-le-Rotrou, sans que l'on sache comment il y vécut la Révolution. Entre 1800 et 1803, date de son mariage, à Vouvray, avec Anne Jeanne Françoise de Savary, fille des Savary-Buttet, sa cousine germaine par sa mère, il partage sa vie entre Paris, rue Guénégaud, et Nogent-le-Rotrou<sup>10</sup>. Le couple s'installe à Tours, probablement chez Savary. C'est sans doute dès ces années qu'il fait la connaissance de la famille Balzac, amie des Savary, tout en s'installant à Saché, propriété de leur grand-mère commune née Poulet<sup>11</sup>.

6. CAILLY, Claude, *Mutations d'un espace proto-industriel : Le Perche aux XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Ceton, Fédération des Amis du Perche, 1993, 2 t. et *Nogent-le-Rotrou, économie et société (1660-1914)*, à paraître (voir note 1).

7. CAILLY, Claude, « Conjoncture de l'industrie étaminière et investissement foncier et immobilier du négoce étaminier à Nogent-le-Rotrou au XVIII<sup>e</sup> siècle », colloque de Mamers, 17-18 novembre 2000, « *Économie des petites villes* », actes à paraître.

8. Son père Alexandre Joseph de Savary appartient à la branche de Savary en Flandres.

9. Sur la famille Balzac, la bibliographie est abondante. Une synthèse a été réalisée : SASSIER, Marie-Françoise, *Histoire d'un grand mécénat...*, *op. cit.*

10. Actes notariés passés à Nogent-le-Rotrou par Margonne, mineur émancipé, de 1791 à 1805, Arch. dép. d'Eure-et-Loir, 3 Q 20, bureau d'enregistrement de Nogent, actes civils publics, non coté.

11. Madame Buttet née Poulet était devenue propriétaire du château de Saché lors de la liquidation de la communauté après divorce passée chez M<sup>e</sup> Gervaise, notaire à Tours, le 4 thermidor an V (22 juillet 1797), Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 E 8 n. c.

Ses relations adultérines avec Madame Balzac donnent naissance en 1807 à Henry, frère adultérin d'Honoré. Dès lors, les Margonne, propriétaires rentiers de Saché, accueillent le jeune Honoré, avant de devenir plus tard, à plusieurs reprises, les protecteurs du célèbre écrivain.

### ***Les familles collatérales et alliées***

Du côté paternel, la première génération descendante des époux Margonne-Aubin (1653-1719) de Nogent-le-Rotrou compte des filles mariées à des titulaires d'office telles Marie Margonne, épouse de Charles Gouju (1670-1757), avocat et notaire apostolique de l'évêque de Chartres ; Marie-Marthe (1681-1715) mariée à Urbain Foussard de Boisard, fils de notaire et de greffier du bailliage de Nogent. La génération suivante s'inscrit dans la continuité de la précédente. Des quatorze enfants d'Alexandre Margonne dit de la Motte, avocat, et de Gabrielle Courtin, son épouse, retenons : Emmanuel François Margonne, aïeul de Jean-François Margonne, marié à Jeanne de Noual de la Loirie, François Pierre (1715-1740), officier de marine, décédé en mer, et Alexandre Louis Gabriel (1721-1797), qui cumule les fonctions d'avocat à Nogent-le-Rotrou et de bailli de plusieurs seigneuries autour de cette ville, tout en y ayant occupé la fonction d'échevin en 1778. La famille Margonne n'a jamais appartenu à la noblesse, même celle qui est obtenue par l'acquisition d'un office anoblissant<sup>12</sup>. Il en va différemment dans la ligne maternelle des Buttet, puisque trois de ses membres sont anoblis avant la Révolution.

En ligne maternelle, de l'union Buttet-Barat naissent deux fils : Jean-François Buttet époux Viot et Pierre Martin époux Pinceloup, et deux filles : Marguerite Françoise et Anne Buttet. La première se marie en 1715 avec Louis Rocherot (1664-1738), d'une famille appartenant à la noblesse, au monde ecclésiastique et aux titulaires d'office de Touraine<sup>13</sup>. Lui-même est titulaire d'un office de fruitier de la maison du roi, domicilié à Amboise. Un seul fils naît de cette union, Louis François (1717-1790) ; resté célibataire, il est déclaré interdit en 1752 et décède en 1790 à la tête d'une grosse fortune<sup>14</sup>.

---

12. L'appellation *de* Margonne est pourtant très fréquente aussi bien pendant sa vie qu'après son décès (Arch. dép. de Paris, déclarations de succession, 1858) bien que l'usage de la particule ne soit pas un critère d'appartenance à la noblesse. Les informations concernant la famille Margonne de Nogent-le-Rotrou proviennent du dépouillement des registres paroissiaux de Nogent-le-Rotrou (Arch. mun.), des registres de l'enregistrement (Arch. dép. d'Eure-et-Loir, 2 C, bureau de Nogent-le-Rotrou, n. c.) et des actes notariés (notariats de cette ville).

13. L'auteur commun connu, Etienne Rocherot, sieur de la Valesne, époux Jeanne Rochais, est chef d'échansonnerie de la Maison du Roi et maire d'Amboise en 1627-1629. Son fils Etienne époux Marguerite Mercier, fille de Jacques, procureur au bailliage d'Amboise, est fruitier du Roi, office qu'il transmet à son fils Louis époux Mayet et à son petit-fils Louis époux Buttet (Arch. nat. V/1/244, pièce 352, V/1/284, pièce 460, V/1/301, pièce 269, V/1/271, pièce 238).

14. Sur la famille Rocherot, Arch. dép. d'Indre-et-Loire, B.M.S. Saint-Florentin, Amboise ; 2 C 68, Amboise ; CARRÉ DE BUSSEROLLE, Jean-Xavier, *Dictionnaire géographique, historique*

C'est avec le mariage d'Anne que les Buttet se lient avec le monde de la soierie tourangelles. En 1727, Anne (1707-1774) épouse François Jacques Chotard (1704-1788), marchand-fabricant en soie et grand juge consul à Tours<sup>15</sup>. Ici, l'alliance matrimoniale des Buttet, si elle concerne toujours le monde de la marchandise, se réalise entre familles aux secteurs d'activité différents : l'industrie toilière pour la famille Buttet, marchands de toiles, et la soierie tourangelles, principale activité économique de la ville encore au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, pour les Chotard<sup>16</sup>. De même, les trois sœurs survivantes de François Chotard se marient avec des marchands-fabricants de soierie, dont deux appartenant à la famille Viot, famille notable de la soierie tourangelles et par ailleurs alliée des Buttet<sup>17</sup>.

Quant à Pierre Martin Buttet, frère cadet de Jean-François Buttet, en s'alliant à la famille de négociants d'étamines Pinceloup, il est à l'origine de l'installation d'une partie de la famille à Nogent-le-Rotrou. Cette installation d'un fils cadet hors du domicile paternel, ici à Nogent-le-Rotrou, dans le commerce des étamines, est courante au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les relations commerciales entre les négoces nogentais et tourangeaux liées, à cette époque

---

*et biographique d'Indre-et-Loire et de l'ancienne province de Touraine*, réimpression 1977, t. 1, p. 31 ; Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 E 19/1646 et 1649, M<sup>e</sup> Legendre, notaire à Amboise, partages de la succession de Louis François Rocherot (21/7/1791 et 20 et 22/9/1791).

15. Il était issu du mariage de Jacques Chotard (1651-1716), veuf en premières noces de Marie Seruois, décédée en 1687, fille d'un « marchand maître ouvrier en soie », et d'Anne Sallier (1667-1734), sa deuxième épouse, fille d'un marchand teinturier en soie, tous de la paroisse de Notre-Dame-la-Riche. L'ancêtre commun connu, Jean Chotard, était laboureur dans cette même paroisse (1676). L'appellation de « maître ouvrier en soie » sera plus tard remplacée par celle de « marchand-fabricant » désignant l'entrepreneur qui fait fabriquer par des maîtres ouvriers et compagnons à domicile et qui commercialise le produit fini soit sur les marchés nationaux et internationaux soit auprès d'un négociant. Cette situation est commune à la soierie tourangelles et lyonnaise. Celle de l'industrie étaminière mancelle et nogentaise est différente, puisque les fabricants vendent directement ou par l'intermédiaire de courtiers aux négociants d'étamines, seuls chargés de l'apprêt et de la commercialisation. Sur ces distinctions, CAILLY, Claude, *Mutations d'un espace proto-industriel...*, *op. cit.*

16. Sur la soierie tourangelles, les études récentes sont nombreuses. Citons : COUDOUIN, André, *La Soierie de Tours au XVII<sup>e</sup> siècle (1580-1702)*, université de Tours, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, 1988 ; FÉNÉANT, Jacques, « Les riches heures de la soierie tourangelles », *Magazine de la Touraine*, n<sup>o</sup> 21, janvier 1987, p. 25-33, n<sup>o</sup> 22, avril 1987, p. 47-55, n<sup>o</sup> 23, juillet 1987, p. 43-52 ; GENDRAUD, Nathalie, *La Fabrique des soieries tourangelles au siècle des Lumières*, Tours, m. m., 1988 ; DÉSAGUILLIER, Christel, *Les Marchands en soie tourangeaux dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Tours, 1993. Sur le concept de proto-industrialisation : CAILLY, Claude, « Contribution à la définition d'un mode de production proto-industriel », *Histoire et mesure*, 1993, VII-1/2, p. 19-40.

17. Jeanne et Marie se marient à Notre-Dame-la-Riche, l'une en 1713 à Jacques Viot et l'autre en 1720 à Michel Viot, tous deux frères et marchands-fabricants en soie, issus de l'union entre Charles Viot, marchand et juge consul à Tours, et Anne Hardy. Ce dernier, lui-même frère de Jean Viot époux Pommier, aïeul de Françoise Viot, première épouse de Jean-François Buttet. Concernant l'établissement des généalogies tourangelles, nous avons généralement dépouillé les registres paroissiaux et d'état-civil (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, microfilm), à l'exception des généalogies des familles alliées Lambron et Viot pour lesquelles nous nous avons souvent utilisé des fichiers généalogiques consultables aux Archives municipales de Tours. Dans ce dernier cas, s'agissant des dates des actes et non celles des baptêmes et des décès, quelques erreurs – mineures – en résultent.

(1737), à une rentabilité différentielle de l'industrie étaminière en pleine expansion et de celle de la soierie tourangelles déjà en crise structurelle, ont sans doute favorisé cette installation dans le Perche.

Du mariage entre Jean-François Buttet et Françoise Viot, sont issus Jean Buttet époux Perrine Poulet, aïeul maternel de Jean-François Margonne, et Françoise Buttet (1729-1812) qui épouse, en 1747, Martin Charles Lambron (1723-1807), aussi marchand-fabricant en soie à Tours<sup>18</sup>. Tous les frères et beaux-frères de ce dernier sont également marchands fabricants en soie. Les époux Lambron-Buttet décèdent sans postérité directe.

Après le décès de Françoise Viot, Jean-François Buttet s'est remarié à Louise Pichery; sept enfants naissent de cette seconde union dont une fille Marie-Louise (1748-1835). Celle-ci épouse en 1770, André René François Salmon, dit de Maison Rouge (1744-1812), maître particulier de la maîtrise des eaux et forêts de Tours puis rentier à Tours<sup>19</sup>. Une de ses sœurs, Victoire (1748-1826), se marie en 1766 à Philippe Jean Baptiste Mignon (1739-1806), originaire de la Vienne, procureur du Roi au bureau des finances de la généralité de Tours, puis maire de Tours en 1790 avant de devenir rentier jusqu'à son décès en 1806<sup>20</sup>. C'est de l'union Salmon-Buttet que naît, en 1782, André Jean-Baptiste Salmon de Maison Rouge (1782-1858), futur légataire de Jean-François Margonne pour le domaine de Saché. Marié en premières noces à une fille de Pierre Champoiseau, négociant en soie à Tours, il se remarie en 1825, après le décès de celle-ci en 1823, à une fille de Pierre Périllault-Chambeaudrie, écuyer et seigneur de Chemillé-sur-Indrois, et de Victoire Madeleine d'Auvergne. Il ne peut bénéficier du legs du domaine de Saché, car il meurt, rentier, quelques jours avant le décès de Jean-François Margonne, son cousin. Conformément aux dispositions testamentaires de ce dernier, ce sont ses deux enfants survivants, Madame Estave de Vendôme et Joseph Amédée dit Amédée de Maison Rouge, qui jouissent dorénavant de la propriété de Saché<sup>21</sup>.

18. Il était fils de Toussaint Lambron (1684-1769), marchand-fabricant puis bourgeois de Tours, et de Marie Charlotte Patas (1690-1769).

19. Fils de Jean-Baptiste René Salmon, marchand, juge consul et capitaine de bourgeoisie, et de Marie-Anne Bellegarde, fille de marchands de Saint-Pierre-des-Corps.

20. Il avait acquis, par son père Philippe époux Marguerite Jeanne Précelle d'Herneuse, le titre de chevalier, seigneur de la Mignonière à Prinçay (Vienne) et de Nitray, paroisse d'Athée-sur-Cher et autres lieux en Indre-et-Loire. Sur les Mignon-Salmon : Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 2 C 3962, contrat de mariage Mignon-Salmon; 3 E 1/1005, minutes Bidault, notaire à Tours, testament de M. Mignon. Les inventaires dressés après son décès des 14, 23 mars et 4 avril 1806, même étude, ne sont pas conservés (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, A.C.P. 3 Q 7730); liquidation-partage après son décès, même étude, 26/02/1807 (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 E 1/1007); quelques données aux Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 278 et 872 et surtout la note biographique figurant dans la thèse de François CAILLOU, *Une Administration royale...* *op. cit.*; Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 E 1/109 5, minutes Bidault, inventaire après le décès de Madame veuve Mignon née Salmon, 25 août 1826 et sa déclaration de succession au bureau d'enregistrement de Tours (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 Q 8850).

21. Sur la gestion du domaine de Saché par Monsieur et Madame Estave puis par Madame veuve Estave et son fils et son devenir ultérieur (SASSIER, Marie Françoise, *Histoire d'un grand mécénat...*, *op. cit.*, p. 57-64). Notons que le premier enfant du premier mariage,



### ***Le patrimoine mobilier et immobilier des familles Buttet et Margonne et alliées***

On ne sera pas surpris que, dans ces familles bourgeoises, toutes les unions soient précédées d'un contrat de mariage notarié. Les apports indiqués constituent une première manifestation de l'importance et de l'évolution du patrimoine de notre corpus. La moyenne des apports cumulés pour seize contrats s'élève à 139 556 livres ou francs. Leur évolution en valeur entre 1680 et 1825 montre clairement l'enrichissement de ces familles dont la plupart sont négociants au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'importance des apports culmine lors du mariage de Jean-François Margonne et d'Anne de Savary en 1803, fruit de l'accumulation du capital des générations paternelles et maternelles précédentes (607 950 F)<sup>22</sup>.

Déjà, lorsque François Hippolyte Margonne s'engage dans l'activité commerciale avec son beau-père Jean Buttet aux lendemains de son mariage en février 1778, il dispose d'un patrimoine important garantissant la réussite de l'entreprise. Les apports lors du mariage en témoignent. De son côté, ils consistent en droits mobiliers et immobiliers recueillis dans les successions de ses père et mère, de son aïeule Gabrielle Courtin veuve d'Alexandre Margonne, avocat, décédée en 1762, et de ses tantes<sup>23</sup>, non encore estimés ni liquidés auxquels s'ajoute la dot de son épouse évaluée à 80 000 livres. Ces capitaux de départ seront par la suite valorisés par le commerce des étamines sur les marchés internationaux.

L'évolution des apports de la famille Buttet est encore plus éclairante sur l'enrichissement procuré par l'activité commerciale. Le total cumulé des apports en mariage des quatre enfants mariés de Jean Buttet et de Marguerite Barat entre 1715 et 1737 s'élève à 194 873 l. t., soit une moyenne

---

André, dit de Maison Rouge (1818-1857), décède quelques mois avant son père. Rentier et épris d'archéologie et d'histoire, il est bien connu des tourangeaux en sa qualité de premier vice-président de la Société archéologique de Touraine.

22. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, papiers privés Margonne, 1 Mi 61, contrat de mariage, M<sup>e</sup> Josse, notaire à Tours, 2 août 1803. Margonne bénéficie des droits dans les successions mobilières et immobilières de ses père et mère et, notamment, d'une rente de 1 000 l. t. soit un capital de 20 000 l. t. à son profit jusqu'à sa majorité, soit en argent, soit en marchandises sur François Noël Dambreville, négociant d'étamines à Nogent-le-Rotrou, associé à son père en octobre 1789 lorsque celui-ci est député à l'assemblée nationale, sous le nom « Margonne et compagnie » (Arch. dép. d'Eure-et-Loir, contrôle des actes, enregistrement de Nogent, 2 C 20) et des droits dans la succession de son grand-oncle Alexandre Margonne, décédé en 1797, auxquels s'ajoutent les droits de chacun des époux dans la succession de Jean Buttet, leur aïeul commun; l'épouse bénéficiant quant à elle d'une créance de 80 000 francs sur la dot de sa mère née Perrine Buttet décédée alors qu'elle n'avait que sept ans. Faute d'évaluation dans le contrat de mariage, nous avons reconstitué et évalué le patrimoine mobilier et immobilier revenant aux époux dans ces différentes successions.

23. Il s'agit de ses deux grand-tantes Antoinette Margonne dite du Mesnil, décédée en 1765 et Barbe Margonne, décédée en 1777, sœurs d'Alexandre Margonne époux Courtin, son aïeul, et de Madeleine, sa tante, sœur de son père toutes trois célibataires et dont il était héritier pour partie.



de 48 718 l. t., dont 76 660 l. t. pour les quatre enfants Buttet, soit une moyenne de 19 165 l. t.<sup>24</sup> Celui des apports en mariage des deux enfants de Jean-François Buttet et Françoise Viot atteint 94 700 l. t., dont 50 000 l. t. des enfants Buttet. Lors de son contrat de mariage en 1770, Marie-Louise Buttet, épouse d'André Salmon, fille du second mariage entre Jean-François Buttet et Louise Pichery, apporte 40 000 l. t. et son mari 54 000 l. t. Enfin, les deux filles de Jean Buttet et Perrine Poulet, mariées l'une à Henri Joseph de Savary et l'autre à François Hippolyte Margonne, bénéficient chacune, de la part de leurs père et mère, d'une dot de 80 000 l. t.

Les inventaires après décès, les partages et les déclarations de succession à l'enregistrement nous donnent par ailleurs une valeur estimative de l'importance du capital mobilier et immobilier, le plus souvent foncier, des familles de notre corpus, soit vingt-deux successions. La quasi-totalité des successions concerne des défunts n'ayant plus d'activité commerciale. Seuls quatre individus sont en activité au moment de leur décès ou de celui de leur épouse : Jacques Chotard, époux de Jeanne Sallier en 1716, alors marchand-fabricant en soie ; Jean Buttet et son épouse née Barat, décédés lui en 1726 et elle en 1732, alors en association avec enfants et gendre, sont marchands de toiles ; Jean-François Buttet lors du décès de sa première épouse née Viot en 1731, est lui aussi marchand de toiles ; François Hippolyte Margonne est négociant d'étamines lors de la mort de Perrine Buttet, son épouse en 1789, et de son propre décès l'année suivante<sup>25</sup>. Dans la majorité des cas, le patrimoine successoral appartient donc soit à des négociants qui ont cessé leur activité, soit à des propriétaires rentiers bénéficiant des revenus des biens accumulés par les générations précédentes et par eux-mêmes.

Les patrimoines révèlent bien la fortune de ces familles et leur appartenance à la bourgeoisie et à l'aristocratie foncière. Leur évolution est significative de la reproduction sociale de ces familles. Dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, les actifs successoraux quoique élevés restent modérés. Nous sommes en présence de la constitution d'un capital permise par l'activité commerciale en liaison avec les manufactures textiles de la ville de Tours (industrie toilière et soierie). En témoigne le poids majeur du capital mobilier, essentiellement dû au capital commercial, alors que l'investissement foncier est encore faible. Les profits commerciaux ne permettent pas de mener de front le réinvestissement commercial et le placement immobilier ou foncier. Tel est le cas du couple Chotard-Sallier, marchand-fabricant, encore lié au monde de la proto-industrie de la soie et des Buttet-Barat et de leur fils Jean-François Buttet, au moment du décès de sa première femme

24. Dans ce calcul, nous ne retenons que le premier mariage entre Jean-François Buttet et Françoise Viot.

25. Malheureusement, l'inventaire établi par le lieutenant du bailliage de Nogent-le-Rotrou après le décès de Perrine Buttet, épouse de François Hippolyte Margonne, le 23 mars 1789 (Arch. dép. d'Eure-et-Loir, B 2451) n'évalue pas le mobilier domestique ni les marchandises en stock. Malgré la présence d'un enfant mineur, aucun inventaire n'a été dressé après le décès de François Hippolyte Margonne, veuf, en 1790.

Viot en 1731, tous deux marchands de toiles. Leur patrimoine immobilier est soit inexistant (Buttet-Viot), soit faible (Chotard-Sallier, Buttet-Barat). La situation se modifie dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est déjà le cas des époux Poulet-Moreau, marchands-fabricants en soie, père et mère de Perrine Poulet épouse de Jean Buttet, décédés respectivement en 1757 et en 1761<sup>26</sup>, dont le patrimoine immobilier, essentiellement foncier, atteint 46 732 l. t. la même année<sup>27</sup>; ou encore des époux Lambron-Patas, père et mère de Lambron-Buttet, en 1769, dont le patrimoine immobilier atteint 64 830 l. t.<sup>28</sup>. Le renversement se produit surtout avec le décès de Pierre Martin Buttet en 1786 et celui de son épouse née Pinceloup l'année suivante; il s'éteint après avoir fait fortune dans le négoce des étamines à Nogent-le-Rotrou et après avoir acquis la seigneurie de Nouans dans le Maine en 1771, moyennant 194 300 l. t. À son décès, le montant du capital immobilier du couple s'élève à 310 034 l. t.; il est composé essentiellement d'acquisitions immobilières de communauté (65 %); de biens situés à Noizay (Indre-et-Loire) appartenant en propre à l'époux comme provenant de la succession de son oncle Claude Rocherot d'Amboise évalués à 53 000 l. t., de biens appartenant à l'épouse reçus lors du partage des successions de ses père et mère Pinceloup, négociants d'étamines à Nogent-le-Rotrou, en 1756 et en 1780, évalués à 54 300 l. t.<sup>29</sup>. La stratégie ici adoptée est celle d'un ancien négociant d'étamines consolidant son patrimoine après son retrait du commerce par des placements fonciers<sup>30</sup>. La situation de François Hippolyte Margonne, en activité au moment de son décès en 1790, est différente. Le patrimoine mobilier transmis n'est pas non plus négligeable; en témoigne l'importance du matériel commercial, des marchandises et du mobilier domestique, malheureusement non évalués à l'inventaire. Le montant des lettres de change et des effets trouvés en portefeuille est la seule somme indiquée (20 288 l. t.) avec le numéraire en or et en argent (1 272 l. t.). L'actif immobilier de communauté n'est pas non plus médiocre, surtout si l'on considère l'âge au décès des conjoints, respectivement 35 et 30 ans. Il reste modeste comparé à celui de la famille Buttet, seulement 41 885 l. t. entre 1755 et le décès en 1790<sup>31</sup>. Sans doute, s'agissait-il

26. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, B.M.S. (microfilm), paroisse Saint-Hilaire, Tours.

27. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 E 4/154. M<sup>e</sup> Gaudin, notaire à Tours. Projet de partage, 14 novembre 1761. Malheureusement, nous ignorons l'importance du capital mobilier, faute d'inventaires établis après leurs décès.

28. Partage Lambron-Patas, 1770, déjà cité.

29. Là encore, faute d'inventaire après le décès de Pierre Martin Buttet, nous ignorons le capital mobilier. En tout état de cause, il était certainement très inférieur au capital immobilier.

30. Cette stratégie, semblable à celle de son neveu Jean Buttet, est différente de celles de la plupart des marchands et négociants d'étamines du Perche, qui investissent parallèlement au cours de leur activité dans le commerce des étamines et dans la terre et ne se retirent du négoce que lors de leur grand âge (CAILLY, Claude, *Nogent-le-Rotrou...*, *op. cit.*, chap. 12.).

31. Arch. dép. d'Eure-et-Loir, 2 C 20, non coté, contrôle des actes et insinuations au centième denier, bureau de Nogent-le-Rotrou.

seulement de compléter une fortune foncière familiale déjà importante, contrairement à celle des négociants Pierre Martin et Jean Buttet, oncle et neveu, qui, à l'image des négociants d'étamines les plus fortunés, réalisent grâce à leur activité commerciale et leurs alliances matrimoniales, d'importants placements fonciers et immobiliers. Entre la guerre de Sept Ans et celle d'Amérique, à l'image des négociants les plus impliqués dans le commerce international et les plus conscients de la crise structurelle qui affecte l'industrie étaminière, les Buttet, oncle et neveu, négociants d'étamines encore en activité, consolident leur fortune commerciale avant de se retirer des affaires. C'est l'occasion pour eux d'acheter des seigneuries, la seigneurie de Nouans dans le Maine pour le premier en 1771, et pour le second, la seigneurie de Saché en 1779, avant qu'il ne se retire définitivement du commerce en 1783. Selon nos calculs, ces deux négociants acquièrent tant dans le Perche que dans le Maine et la Touraine pour environ 600 000 l. t., soit 14 % des acquisitions réalisées par les vingt familles de négociants (soit 53 personnes), en activité à Nogent-le-Rotrou au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. La stratégie des négociants Buttet n'est pas simplement économique; elle est aussi sociale : par l'acquisition d'offices anoblissants et de seigneuries, ils cherchent à intégrer la noblesse<sup>32</sup>.

Ces comportements foncier et rentier se confirment dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, chez les descendants de ces marchands et négociants en toiles, étamines, soieries. Toutes les fortunes sont essentiellement foncières, reflet de leur situation de rentiers et de nouveaux aristocrates de la terre, dominants sous la Restauration. C'est déjà le cas de Jean Buttet époux Poulet, propriétaire du domaine de Saché depuis 1779. Mais les aléas conjugaux font éclater cet important patrimoine au début de la Révolution. Dès que la nouvelle législation lui en donne le droit, Buttet divorce à ses torts, pour motif d'adultère semble-t-il<sup>33</sup>. À la suite d'une tentative de conciliation non réussie, l'état de l'actif mobilier a été établi par deux inventaires en 1793<sup>34</sup>. Finalement, suite à la renonciation à la communauté par Madame

32. Comme l'indique Margonne en 1787 : « La fortune médiocre de ceux (négociants) qui existent aujourd'hui est ce patrimoine de leurs pères venu dans des temps plus heureux. Ce patrimoine, ils ne l'ont formé qu'en joignant à ce commerce des étamines de Nogent et des villes des environs, celui des autres fabriques de France; que si cette fortune paraît considérable, ils l'ont dû en majeure partie à la subite augmentation des biens fonds acquis par leur économie » (Arch. dép. de l'Orne, C 1175).

33. Déjà en 1762, il demande des lettres de cachet contre son épouse. En 1776, un arrêt déboute cette dernière de sa demande en séparation de corps. La sentence du conseil de famille déposée chez M<sup>e</sup> Gaudin, notaire à Tours, prononce le divorce le 31 décembre 1792, suite au jugement du tribunal de Tours, des 21 et 24 décembre (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 E 4/192).

34. Inventaire du mobilier et dettes actives fait à Tours dans une partie de la maison où Buttet était locataire pour un montant estimé à 10 097 l. (Arch. d'Indre-et-Loire, 3 E 8 n. c., M<sup>e</sup> Gervaise, notaire à Tours, 29 mai 1793) et inventaire du mobilier, titres et papiers de Saché établi par M<sup>e</sup> Jahan, notaire à Thilouze, 4-8 juin 1793, évalué 1 533 l. (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 Q 597, Azay-le-Rideau). Malheureusement, les minutes de M<sup>e</sup> Jahan n'ont pas été conservées. Ces estimations ne comprenaient pas les créances évaluées à 15 937 livres.

Buttet-Poulet et au règlement à l'amiable accepté par les deux parties, la liquidation des droits de chacun des époux est établie le 22 juillet 1797<sup>35</sup>. Les droits de la femme étant évalués à 221 600 l. t., l'époux est tenu de vendre à son ex-épouse les intérêts que le couple possède dans les mines de Poullaouen, en Bretagne<sup>36</sup>, pour un montant de 33 000 l. t., et la majeure partie du domaine de Saché pour le surplus ; à cette date, la terre de Saché représente une valeur de 373 250 l. t. C'est donc un patrimoine amoindri qui est recueilli par les petits-enfants, Jean-François Margonne et Anne de Savary, son épouse et cousine germaine, lors du décès de leur aïeul en 1802. Malgré cette amputation, le patrimoine foncier reste important, 197 916 francs, représentant 89 % de l'ensemble du patrimoine. Dans ce cas, le mariage consanguin entre les petits-enfants de Jean Buttet a des effets successoraux positifs puisqu'il permet, lors du décès de Madame Buttet, née Poulet, en 1812, la réunion de l'intégralité du domaine de Saché et des biens reçus par successions dans leur ligne respective. C'est en effet, après les décès de ses parents en 1789 et 1790 et de celui d'Alexandre Margonne, avocat, célibataire, son grand-oncle, en 1797, que Jean-François Margonne entre en pleine possession de la totalité du patrimoine foncier accumulé dans le Perche par ses ascendants en ligne directe et par ses grand-tantes, oncle et tante, célibataires, décédés sans postérité. Grâce aux baux qu'il consent entre 1796 et 1804, nous avons pu reconstituer le patrimoine foncier. Il peut être évalué à environ 280 000 francs, assis sur des métairies et bordages situés à Nogent-le-Rotrou et dans les communes avoisinantes en Eure-et-Loir (Champrond-en-Perchet et Souancé) et dans l'Orne (Condé, Dancé, La Rouge, Masle). Les propriétés bâties situées à Nogent-le-Rotrou consistent en plusieurs maisons qui sont vendues en 1798, 1801 et 1803, actes marquant le désengagement de Jean-François et son installation définitive à Saché en 1803. Ses biens appartenaient déjà depuis plusieurs générations à la famille Margonne comme ayant été acquis par son aïeul Alexandre Margonne et son épouse née Courtin dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle (biens situés à Nogent-le-Rotrou, Champrond-en-Perchet, Dancé, Masle, Souancé). Une partie avait été acquise par la communauté entre son père François Hippolyte et son épouse née Buttet (biens à Souancé et maison à Nogent-le-Rotrou, place du marché). Le surplus (ferme du Tremblay à Condé-sur-Huisne) provenait de la succession de Jean Buttet, son aïeul. Ces héritages, ajoutés à des acquisitions personnelles tant à Saché que dans le Perche, permettent de comprendre l'importance de la fortune immobilière de Jean-François Margonne lors de son décès en 1858 : le domaine de Saché (d'une valeur de 677 729 F), deux maisons à Paris, dont l'une rue

35. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 E 8, n. c., minutes de M<sup>e</sup> Gervaise, notaire à Tours.

36. Cette mine de plomb argentifère avait été concédée à la Compagnie des mines de Basse Bretagne. Celle-ci exploitait le gisement de Poullaouen et celui de Huelgoat et employait, vers 1770, 1 600 personnes sur les deux sites et 400 ouvriers à l'extérieur (MONANGE, Edmond, *Une entreprise industrielle au XVIII<sup>e</sup> siècle : les mines de Poullaouen et du Huelgoat, 1732-1791*, thèse, 1972, 2 t.).

de Penthièvre acquise en 1822<sup>37</sup> (estimées 380 000 F) et des biens dans le Perche ornaïs (évalués 340 587 F) et dans le Perche d'Eure-et-Loir (estimés 166 727 F), soit un patrimoine immobilier de 1 565 043 francs.

La connaissance de la structure du capital mobilier suppose l'existence d'un inventaire après décès. De ce point de vue, notre échantillon est plus réduit (onze inventaires)<sup>38</sup>. Dans tous les cas, le capital mobilier domestique est important. La moyenne s'élève à près de 44 000 livres ou francs. Les disparités sont importantes (l'écart est de 1 à 23). Le patrimoine mobilier *stricto sensu* peut être réparti en deux catégories selon la finalité des biens qui le composent. D'une part, les biens d'équipement des ménages : ustensiles de cuisine et vaisselle (y compris celle en argent), meubles meublants et objets mobiliers, rideaux, linge de table et de maison, literie y compris les draps, garde-robe, argenterie (hors vaisselle). D'autre part, les biens qui assurent directement ou indirectement les subsistances : provisions alimentaires (céréales), boisson (cidre et vin), chauffage (bois), moyens de transport (cheval et voiture). Cette répartition entre les deux catégories de biens est d'abord révélatrice de l'urbanité de la plupart des défunts. La part des biens assurant les subsistances est généralement faible. Elle n'est significative que chez les propriétaires rentiers vivant sur leur domaine rural, tels Jean Buttet dans son domaine de Saché, Louis Antoine Buttet, fils des Buttet-Pinceloup, dans celui de Nouans, André Jean-Baptiste Salmon, au moment du décès de sa première épouse née Champoiseau, sur ses terres à Vouvray (Indre-et-Loire). Elle résulte chez eux de la présence d'un stock de bois important, de moyens de transport et, surtout, de réserves en vin souvent considérables.

Le niveau d'équipement des ménages varie selon les successions. Il n'est jamais très éloigné de la moyenne (6 529 livres ou francs). Contrairement aux groupes sociaux plus modestes, la literie n'occupe pas la première place, supplantée par la vaisselle, dont la valeur est supérieure du fait de la présence de couverts en argent. Les meubles meublants et objets mobiliers représentent une valeur très proche, suivis du linge de table, des rideaux et de la garde-robe. La distinction sociale au sein de cette bourgeoisie est davantage révélée par un certain mode de vie tenant aux objets de valeur (vaisselle, argenterie et mobilier) et aux comportements alimentaires (service de table) que par l'équipement indispensable à la vie quotidienne (ustensiles de cuisine, literie), voire l'habillement.

Quant aux dettes actives non professionnelles<sup>39</sup>, elles représentent généralement la part essentielle du capital mobilier (en moyenne 81 %).

37. MÉTADIER, Paul, *Balzac...*, *op. cit.*

38. Curieusement, deux inventaires après décès n'ont pas été retrouvés dans les liasses des notaires. Celui établi après le décès de Madame veuve Buttet, née Barat, en 1732 et celui après le décès de Philippe Mignon, époux Salmon, en 1806. Rappelons que l'inventaire après le décès de Madame Margonne, née Buttet, en 1789 ne contient pas les estimations ni les dettes actives.

39. Comprenant le numéraire.

Elles sont d'autant plus importantes qu'elles recouvrent des rentes et des revenus sous forme de fermages en rapport avec le poids du capital foncier et du capital usuraire (constitution de rentes). À cet égard, la structure du capital mobilier de Jean-François Margonne est représentative de son appartenance à l'aristocratie foncière. Le poids des rentes sur l'État et des obligations hypothécaires (80 %) révèle davantage la prudence et la sécurité des placements que le risque inhérent au capitalisme industriel.

***Structure du capital mobilier de Jean-François Margonne en 1858  
(en francs)***

Nature	Valeur	En %
Meubles meublants	21 010,00	2,0
Loyers et fermages	35 639,56	3,4
Rentes perpétuelles et sur l'État	377 796,85	36,4
Valeurs mobilières (actions et obligations)	104 252,50	10,1
Obligations hypothécaires notariales	447 195,76	43,1
Placements bancaires	51 680,48	5,0
Total	1 037 575,20	100

Bien que prises en compte de manière variable selon les inventaires et les partages, l'importance et la structure du passif successoral éclairent de manière décisive les inégalités des conditions sociales<sup>40</sup>. Contrairement à celles du prolétariat proto-industriel, aucune succession n'est déficitaire<sup>41</sup>. Le taux d'endettement moyen (rapport passif/actif mobilier), à l'exception d'un cas<sup>42</sup>, atteint seulement 15 %. Le plus élevé est celui du marchand Buttet époux Viot en 1736 du fait de dettes commerciales (22,6 %). Pour les autres défunts, les dettes mentionnées concernent les frais de maladie, les frais d'inhumation y compris les dépenses alimentaires à l'occasion de l'enterrement, les reliquats d'impôts et de gages aux domestiques dus au décès. Les emprunts, obligations, rentes, sont peu élevés. Ce faible endettement accentue l'homogénéité du niveau et du mode de vie de ce groupe familial et social.

40. L'étude impartiale de ce passif est impossible, le recensement des dettes passives étant rarement complet. Tel est le cas de l'inventaire de Jean Buttet de Saché, en 1802, dont la plupart des dettes sont inscrites pour mémoire. Le passif était certainement plus important que celui évalué (1 329 francs) ; en témoigne la vente immédiate de tout son mobilier, y compris ses effets personnels, pour satisfaire les créanciers.

41. CAILLY, Claude, « Structure sociale et patrimoine du monde proto-industriel rural textile au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue historique*, 1993/3, p. 443-477.

42. Celle des époux Lambron-Patas, dont le passif connu par le partage de 1770 s'élève à 81 % de l'actif mobilier, composé essentiellement de rentes et d'emprunts.

***Jean-François Margonne, le propriétaire rentier de Saché,  
l'ami et le protecteur d'Honoré de Balzac***

Si l'étendue du patrimoine immobilier et mobilier de l'hôte de Balzac nous a permis d'identifier sa position sociale, il est beaucoup plus difficile d'appréhender sa vie privée, et, notamment, ses relations avec le voisinage et avec Balzac, lors des séjours de celui-ci à Saché<sup>43</sup>. Margonne avait d'abord l'ambition d'étendre et de bien gérer ses vastes propriétés. Jusqu'à l'année précédant son décès, il ne passera pas moins de 172 actes d'acquisitions de terres, fermes ou maisons d'habitations en Indre-et-Loire pour une somme totale de 184000 francs, biens auxquels s'ajoutent les acquisitions réalisées dans le Perche et, notamment, peu de temps avant son décès, celle du domaine et château de la Bourdinière à Dancé et Berd'huis (Perche ornaïs) de 160 hectares léguée à Mademoiselle Salleyx, pour une valeur de 151 200 francs, cette acquisition lui permettant d'annexer les fermes héritées de ses ancêtres Margonne situées dans ces mêmes communes, d'une superficie de 108 hectares, évaluées 82 240 francs<sup>44</sup>. Il possédait ainsi la moitié de la superficie des communes de Saché et de Dancé. Bien entendu, il s'était entouré d'hommes de confiance tels les régisseurs du domaine de Saché, successivement Jacques Briau jusqu'en 1823 et Virgile Perthuis jusqu'à son décès. Curieusement, dans les premiers temps, il ne chercha pas à s'intégrer directement à la vie municipale préférant en laisser le soin à son régisseur Briau. Celui-ci représenta ainsi les intérêts de son maître auprès de la collectivité en siégeant au conseil municipal de la commune comme adjoint au maire en 1818. Ce n'est qu'à partir de 1825 que Margonne devint conseiller municipal, fonction qu'il conserva jusqu'à sa mort<sup>45</sup>. Jacques Briau nous laisse dans ses mémoires un témoignage précieux sur les Margonne, l'état du domaine de Saché et les relations qui s'étaient instaurées avec son maître. Retenons l'opinion qu'il a laissée sur la personnalité des époux Margonne :

« Depuis six ans que je tenais la Régie de Saché, je n'avais pas encore reçu de compliments ni de reproches de mon propriétaire, à la vérité Monsieur Margonne n'avait pas pour habitude de flatter son monde, et quand il était mécontent il ne se gênait pas pour le dire, ce qui me donnait à penser qu'il était contre moi. Mr Margonne, un des plus riches propriétaires en biens et en argent du département, était d'un intérêt vil, il ne faisait pas gagner les malheureux et ne donnait jamais rien aux pauvres [...] du reste, c'était un homme juste remplissant ses engagements avec exactitude, par la même raison il voulait qu'on en fit de même à son égard, il n'était pas communicatif, parlant peu, fin observateur, il cherchait toujours à deviner la pensée

43. Pas moins de onze séjours de plusieurs semaines, le premier en 1813, à sa sortie du collège de Vendôme puis régulièrement entre 1823 et 1848, selon Marie-Françoise SASSIER (*Histoire d'un grand mécénat...*, op. cit.) Cette partie doit beaucoup à son ouvrage. Les lecteurs pourront utilement s'y référer pour un complément d'informations.

44. Déclaration de succession après le décès de Margonne, 19 octobre 1858 (Arch. dép. de l'Orne, 3 Q 8327, bureau de Nocé).

45. SASSIER, Marie-Françoise, *Histoire d'un grand mécénat...*, op. cit., p. 45.



des autres et il ne communiquait jamais la sienne, il était d'une taille plus qu'ordinaire, d'une belle figure, c'était un des plus beaux hommes du département, il était très aimable près des dames aussi la chronique scandaleuse ne manquait pas d'en jaser. »

Concernant les rapports au sein du couple, le jugement est plus sévère :

« Madame Margonne était très petite de taille et d'esprit [...]. Pour ne pas partager cette terre, Mr Margonne avait épousé sa cousine non par amitié pour elle mais par convenance pour ne pas dire par avarice, aussi cette pauvre dame n'a jamais été aimée de son époux. Il était beaucoup plus rigoureux à son égard qu'au mien, il lui donnait à la fois deux ou trois cents francs et il fallait qu'elle lui en rende compte toutes les semaines [...]»<sup>46</sup>. »

Cette description est digne d'un roman de Balzac. Tous les traits de la bourgeoisie-aristocratie foncière de l'époque sont présents : appât du gain voire avarice, conservation et accumulation du patrimoine, dédain du peuple, mariage d'intérêt, domination masculine, auxquels l'on peut ajouter l'aisance du paraître et les relations adultérines avec la mère de Balzac. Que pensait Balzac de son ami et protecteur tourangeau ? En dépit d'une œuvre abondante, ses jugements à l'égard des Margonne sont rares. Il semble bien qu'ils rejoignent ceux du régisseur. Ainsi, l'on trouve quelques-uns de ses sentiments dans sa correspondance avec Madame Hanska en mars 1833. Les mots à l'égard de Madame Margonne sont cinglants : « Le propriétaire [de Saché], homme de 55 ans, m'a fait jadis sauter sur ses genoux, il a une femme intolérante et dévote, bossue, peu spirituelle... » À l'égard de Margonne, le jugement a varié. Plutôt nuancé et positif dans les premières années, il devient particulièrement acerbe en 1848, lors de son dernier séjour à Saché : « Monsieur Margonne n'a pas de cœur du tout, il n'a jamais aimé, tout chez lui est calcul ; mais il est très gentilhomme, et tout, jusqu'à sa stricte économie est couvert par des manières polies et par un ton exquis, mais froid »<sup>47</sup>. Au total, il semble qu'Honoré ait trouvé chez le couple Margonne avant tout le calme et la sérénité de leur propriété, dont il avait joui dès son adolescence et qui étaient nécessaires à l'élaboration de son œuvre, *La Comédie humaine*<sup>48</sup> ; et, sans aucun doute, un appui lors de ses nombreux déboires financiers<sup>49</sup>. Grâce aux Margonne, Balzac trou-

---

46. Extrait des Mémoires de Jacques Briau (archives privées), cité par SASSIER, Marie-Françoise, *Histoire d'un grand mécénat...*, op. cit., p. 33-34.

47. Lettre de Balzac à Madame Hanska, 19 juin 1848, cité par SASSIER, Marie-Françoise, *Ibidem*, p. 35.

48. C'est ce qui ressort des « Souvenirs intimes de Balzac en Touraine », par Monsieur Salmon de Maison Rouge, *Bulletin de la Société archéologique de Touraine*, t. XII, 4<sup>e</sup> trimestre 1899, p. 262-267. L'auteur, Joseph Amédée dit Amédée Salmon, fils de André Jean-Baptiste Salmon de Maison Rouge, cousin de Margonne et légataire du domaine de Saché, dont le frère André (1818-1857) fut nommé archiviste honoraire de la ville de Tours et, plus tard, président de la Société archéologique de Touraine, nous dit avoir puisé ses sources auprès de son père et de M. Margonne, son parent. Balzac y est considéré par ses hôtes comme un enfant gâté et souvent capricieux, fantaisiste et parfois trop « grognon » aux dires de Margonne.

49. Ce que confirme Amédée Salmon, « Souvenirs intimes... », art. cit., p. 267 : « Balzac était souvent sans argent, ce qui l'amenait parfois à Saché. M. Margonne était très bon

vait en Touraine matière à ses romans mais aussi un lieu de travail et de concentration intellectuelle. Saché était bien le « lieu balzacien » dans toute la force du terme pour reprendre les termes de Paul Métadier<sup>50</sup>. Margonne était à la fois témoin et acteur de la vie de Balzac.

Nous l'avons vu, des liens étroits s'établissent entre Margonne et la famille Balzac dès les premières années du Premier Empire, sans doute par l'intermédiaire de Savary, son beau-père. La filiation entre Margonne et Henry, le demi-frère d'Honoré, est aujourd'hui bien établie. Il faut approuver les conclusions de Roger Pierrot, éditeur de la Correspondance de Balzac, qui voit sa confirmation, certes tardive mais incontestable, dans le legs de 200 000 F que Jean-François Margonne consentit à Henry dans son testament en 1857<sup>51</sup> ; ce legs ne put être exécuté, le bénéficiaire décédant à Mayotte quelques semaines avant son « bienfaiteur<sup>52</sup> ». Il n'en est pas de même d'une autre éventuelle paternité concernant Mademoiselle Marie-Alix Salleyx, légataire universelle de Margonne. Une réponse à une question sur « Margonne, hôte de Balzac » affirme que celle-ci était également l'autre enfant naturel de ce dernier<sup>53</sup>. L'auteur évoque une notation en 1848 : « Alix, vous savez, est fille de M. Margonne<sup>54</sup>. » Aucun autre indice ne nous permet de vérifier cette seconde filiation, dont nous doutons. La seule certitude avérée est que Mademoiselle Salleyx était la filleule de Madame Margonne et la fille de Madame Salleyx, née Delaveau, sa meilleure amie. Orpheline à l'âge de 20 ans en 1837 et sans soutien familial, elle avait été recueillie par le couple Margonne au moment de la mort de sa mère. Après le décès de Madame Margonne en 1841, Marie-Alix resta attachée au service de Monsieur Margonne tant à Paris qu'à Saché jusqu'à son décès. C'est la constatation de ce lien quasi paternel en 1848 lors de son dernier séjour à Saché qui a pu faire écrire à Balzac dans une lettre à Madame Hanska cette phrase qu'il faut situer dans un commentaire plus général : « Alix, vous savez, est fille de M. Margonne; elle devait avoir les plus beaux yeux du monde et à six ans, elle a eu un de crevé par les ciseaux de sa bonne qui les avaient attachés, selon la mode de Touraine, à sa ceinture, et en courant à l'enfant, elle lui frappa la pointe dans l'œil. Madame Margonne

---

pour lui et lui en donnait volontiers mais pas toujours de suite, afin de le retenir plus longtemps... »

50. MÉTADIER Paul, *Balzac...*, *op. cit.*, p. 29.

51. *Honoré de Balzac, Correspondance*, textes réunis, choisis et annotés par PIERROT, Roger, Paris, Classiques Garnier, 1960, t. 1, p. 767.

52. Sur l'itinéraire chaotique d'Henry de Balzac, l'on consultera SASSIER, Marie-Françoise, *Histoire d'un grand mécénat...*, *op. cit.*, p. 52-56. La disposition testamentaire en faveur uniquement d'Henry et non de ses descendants, contrairement au legs consenti à son cousin Salmon et à ses descendants, en cas de décès du premier bénéficiaire, va dans le sens de cet aveu officiel de la paternité de Margonne. L'on sait que cette clause priva Honoré Henry Eugène de Balzac, fils d'Henry et neveu d'Honoré, de ce legs important. Celui-ci mourut à 29 ans six ans plus tard, à Saint-Denis de la Réunion, dans l'indigence complète (même source).

53. Réponse publiée dans *l'Intermédiaire des Chercheurs et Curieux*, n° 1989/742.

54. PIERROT, Roger, *Honoré de Balzac...*, *op. cit.*, note 3, t. 5, 1969, p. 150.

a toujours aimé cette petite, aujourd'hui âgée de 32 ans, elle était sa maraine, elle lui a laissé 30 000 F. Je vous ai, je crois, dit tout cela, à propos de mon frère, qui n'a jamais eu auprès de Margonne le même succès que cette petite, que j'ai vue enfant, et qui maintenant est l'objet des tendresses paternelles de M. Margonne. » L'on sent percer à travers ce texte la rancune de Balzac envers Margonne à propos d'Henry, seul fils du propriétaire de Saché, abandonné au profit d'une fille adoptée<sup>55</sup>. Est-ce un ultime hommage de Mademoiselle Salleyx à son bienfaiteur ou un pur hasard ? Jean-François Margonne repose au cimetière du Père Lachaise à quelques mètres de l'écrivain. C'est sans doute là le meilleur symbole posthume d'une relation qui avait été à la fois proche et distante.

## Leurs comportements démographiques et culturels

### *Les comportements démographiques*

Que nous observions la descendance moyenne de toutes les familles Buttet et Margonne et leurs alliées – familles Chotard, Lambron, Rocherot, Salmon, Viot – ou seulement des familles complètes<sup>56</sup> – évidemment la plus significative –, tout au long de la période 1670-1790, la fécondité des mariages dans ces familles est élevée (7,4 naissances pour vingt huit familles et 8,3 pour dix neuf familles complètes), soit une fécondité semblable à celle des familles de négociants d'étamines étudiées à Nogent-le-Rotrou (134 familles complètes observées)<sup>57</sup>. Cette importante fécondité est surtout due aux deux premières générations : les treize ménages formés avant 1720 engendrent en moyenne 9,2 enfants, alors que les mariages conclus postérieurement seulement 5,8<sup>58</sup>. Certes, après cette date, l'âge moyen de la mère à la première naissance est plus tardif, mais l'écart étant faible, la baisse de la fécondité ne peut résulter que d'une limitation des naissances dans le mariage. L'intervalle primo-génésique assez

---

55. Extrait cité par SASSIER, Marie-Françoise, *Histoire d'un grand mécénat...*, *op. cit.*, p. 48. Plusieurs erreurs concernant Margonne figurant dans les réponses à la question « Margonne, hôte de Balzac », nous font douter d'une connaissance parfaite des sources. Ainsi, les qualités de François Hippolyte Margonne sont erronées. De même, un auteur, M. André BOUSSIN, indique que la terre de Saché avait été apportée par Madame Margonne née Savary au moment de son mariage en 1803 avec Jean-François Margonne, alors qu'elle appartenait, nous l'avons vu, par moitié aux deux époux, comme provenant des successions de Jean Buttet et de son épouse née Poulet, leurs aïeux communs (réponses de JOUSSELIN, Roland et BOUSSIN, André, *L'Intermédiaire des Chercheurs et Curieux* n° 1989/742).

56. Rappelons que l'Insee appelle famille complète, celle où l'épouse mariée avant 35 ans a atteint 45 ans sans que ce mariage soit rompu (BRÉMOND, Janine et GELÉDAN, Alain, *Dictionnaire économique et social*, Hatier, 1981, 392 p. [p. 180]).

57. CAILLY, Claude, *Économie et société...*, *op. cit.*

58. Concernant le corps de la ville de Tours (maires et échevins), François Brizay conclut en ce sens : « La génération 1680-1760 procréée moins (5,5 enfants) que la génération 1650-1710 (6,8 enfants) », BRIZAY, François, *Le Corps municipal de Tours de 1724 à 1789*, m. m., université de Tours, 1981. Or, ce corps municipal composé essentiellement de marchands et de robins est sociologiquement très proche de notre corpus.

faible, autour de 14 mois<sup>59</sup>, va également dans le même sens. La baisse de la fécondité est donc réelle dès la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle dans cette bourgeoisie commerciale; elle se poursuit au XIX<sup>e</sup> siècle. Pour cette époque, dans un échantillon certes réduit (huit cas), la fécondité tombe à 3,4 enfants; l'âge de la mère au premier enfant étant plus jeune (19,6 ans au lieu de 22,8 ans pour la période 1670-1790), cette baisse s'explique par des intervalles inter-génésiques plus longs et par un âge de la femme au dernier enfant plus précoce (27,1 ans au lieu de 33,7 au XVIII<sup>e</sup> siècle). Est-ce également dû à un abaissement de l'âge au mariage?

Une confirmation : aux XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, l'âge moyen au premier mariage des conjoints est assez élevé et celui des époux est nettement supérieur à celui des épouses (26,6 ans et 20,6 ans)<sup>60</sup>. La diminution de l'âge au mariage des hommes est notable (il passe de 28,1 ans pour les mariages conclus entre 1670 et 1720 à 25,5 ans pour ceux de la période 1721-1760, pour se stabiliser à 25,9 ans pour ceux de la période 1761-1790)<sup>61</sup>. De même, les épouses se marient de plus en plus tôt du moins jusqu'au dernier tiers de l'Ancien Régime (20,6 ans dans la première période, 19,3 ans dans la seconde)<sup>62</sup>; la diminution de l'âge au premier mariage est cependant réelle à la fin de l'Ancien Régime (22,7 ans). Pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ces tendances paraissent se poursuivre : âge toujours élevé chez les époux (25,3) mais nouveau rajeunissement chez les épouses (20,3 ans). Cette précocité de l'âge au mariage des femmes ne s'accorde pas avec la forte baisse de la fécondité observée plus haut. Autrement dit, dès les années 1730, la variable de l'âge au mariage est de moins en moins explicative de la baisse de la fécondité, confirmant la limitation des naissances dans le mariage.

Concernant la durée moyenne de vie des membres de ces familles ayant dépassé l'âge de l'adolescence, au cours de la période 1610-1790 elle est plus élevée chez les hommes que chez les femmes (65,6 ans et 63,0 ans chez les femmes)<sup>63</sup>. On en connaît la raison majeure : la surmortalité des femmes due à la mortalité précoce au moment de l'accouchement des premiers enfants, en relation avec la mortalité néo-natale élevée. Tel est le cas du couple Buttet-Viot dont la femme décède lors de la naissance du troisième enfant, mort-né en 1731. L'importance de cette cause, essentielle sans être unique, se vérifie dans la durée moyenne de vie des cinq

59. Il est de 18 mois 10 jours chez les négociants d'étamines de Nogent-le-Rotrou. F. Brizay évalue celui du corps municipal de Tours à 17 mois.

60. Chez les hommes et les femmes, il est toutefois inférieur à celui de notre échantillon nogentais (28,4 et 22,5 ans).

61. Comme nous l'observons également chez les négociants de Nogent-le-Rotrou. Dans le corps municipal de Tours, pour la période 1680-1760, l'âge au premier mariage est comparable : 27,5 ans.

62. Il est un peu plus élevé chez les femmes du corps municipal de Tours : 21,3 ans.

63. Elle est supérieure à celle de Nogent-le-Rotrou surtout chez les femmes (respectivement 64,9 et 58,3 ans). Par contre, celle des hommes est moins élevée que dans le corps municipal de Tours (73,1 ans) mais elle est supérieure à celle des femmes (57,5 ans).

femmes Margonne restées célibataires (70,4 ans), beaucoup plus longue que celle des femmes mariées. L'évolution sur près de deux siècles est cependant remarquable. Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle (période 1721-1790), la durée moyenne de vie des épouses devient supérieure à celle des époux (65,2 ans et 64,1 ans). De même, le pourcentage de survivants des parents au moment du mariage de leurs enfants est significatif. Ce taux résulte de la mortalité différentielle des parents des époux à leur mariage, mais aussi de l'âge au premier mariage. Les taux de survie des père et mère des épouses sont généralement supérieurs à ceux des père et mère des époux (74,2 % pour les premiers et 60 % pour les seconds). La corrélation est ici parfaite avec l'âge moyen au premier mariage plus précoce des épouses. La corrélation entre l'âge moyen au décès et ce taux de survie est aussi établie. Le taux de survie des mères des époux et des épouses est légèrement moins élevé que celui des pères, alors que l'âge moyen au décès des femmes est inférieur à celui des hommes. Et ce, alors que les modalités de calcul sont différentes. En effet, au moment du mariage des enfants, la mortalité pour raison d'accouchement n'apparaît pas, ce qui signifie bien que si l'on exclut cette raison spécifique, la durée de vie des femmes est certainement plus élevée que celle des hommes, comme l'attestent les femmes Margonne restées célibataires<sup>64</sup>.

Nous n'avons pas pu établir statistiquement les indicateurs habituels concernant la mortalité infantile et juvénile dans ces familles, le lieu et la date de décès de nombreux enfants nous étant inconnus. Cette situation vient soit de leur non-enregistrement sur les registres paroissiaux jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, soit de leur décès intervenu dans une autre paroisse que celle de leurs parents, notamment à cause de leur placement en nourrice dans les paroisses rurales environnant les villes de Tours<sup>65</sup> et de Nogent-le-Rotrou, soit de leur émigration. L'étude des successions confirme cependant qu'avant l'âge de 20 ans, cette mortalité est encore très élevée au XVII<sup>e</sup> et dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle et qu'elle recule par la suite parallèlement à la baisse précoce de la natalité dans cette population bourgeoise<sup>66</sup>.

---

64. Certes, les représentants de ces familles sont peu nombreux, mais ces conclusions sont vérifiées par notre échantillon de négociants nogentais beaucoup plus important.

65. Ainsi, Henry de Balzac fut placé en nourrice chez la femme d'un gendarme de Saint-Cyr-sur-Loire (MÉTADIER, Paul, *Balzac...*, *op. cit.*, p. 37).

66. Dans ces conditions, les conclusions de F. Brizay d'une faible mortalité infantile et juvénile des enfants du corps municipal de Tours nous paraissent erronées. Ainsi, à titre d'exemple, des douze enfants du couple Buttet-Barat nés entre 1694 et 1713, il ne subsiste que quatre survivants au décès de leurs père et mère en 1726 et 1732 (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, B.M.S. ; 3 E 4/425, M<sup>e</sup> Michau, notaire à Tours, partage Buttet, 18 février 1832). Des six enfants du premier mariage Chotard-Serruois, seulement deux ont survécu au décès du père en 1716. Des onze enfants du second mariage Chotard-Sallier nés entre 1688 et 1704, quatre ont survécu à la même date (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, B.M.S. ; 2 B 1030, bailliage de Tours, inventaire Chotard, 18 janvier 1716).

## Les comportements culturels

En s'en tenant au seul critère à notre disposition qui est celui de la signature des actes au mariage ou, à défaut, celui des actes notariés, les membres des familles de notre corpus sont tous alphabétisés dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Tous sont certainement cultivés ; en témoigne la présence d'une bibliothèque. Sur douze inventaires après décès, dix mentionnent une bibliothèque ou des livres. Malheureusement, s'ils dénombrent le plus souvent le nombre de volumes, toujours élevé, variant entre quelques-uns et plus de six cents, leur contenu est rarement précisé. Dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, les marchands Chotard et Buttet ne paraissent pas verser dans les spéculations intellectuelles. Les seuls titres indiqués sont religieux et, notamment, *La Bible* et *La vie de Saint-Martin*<sup>67</sup>. Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, les bibliothèques sont plus étoffées<sup>68</sup> ; dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, elles sont toujours abondamment garnies. Ainsi, Jean Buttet, l'ex-seigneur de Saché, possède une bibliothèque dans chacune de ses résidences (Tours, Saint-Cyr-sur-Loire, Saché), avec un total de 112 volumes. Là aussi, les ouvrages religieux, tels *L'année chrétienne de Croisel* en 18 volumes et un bréviaire, sont présents mais l'on trouve aussi des préoccupations agronomiques avec le classique *La maison rustique* en 2 volumes. En 1819, celle de Louis Antoine Buttet, l'ex-seigneur de Nouans, contient 60 volumes « d'ouvrages différents ». La religiosité de ces familles s'affirme encore après la Révolution. Ainsi, en 1835, la veuve Salmon née Buttet possède en dehors de « *L'année Chrétienne* en 18 volumes, 14 autres volumes de piété » ; les bibliothèques de la famille Salmon sont d'ailleurs particulièrement riches. Au décès de l'épouse en 1823, celle des Salmon-Champoiseau contient « 277 volumes de différents ouvrages » et « six anciennes cartes de géographie » ; en 1826, celle de la veuve Mignon née Salmon contient, dans « deux corps de bibliothèques, 624 volumes de différents ouvrages ». Il aurait été intéressant de connaître le contenu de cette bibliothèque ayant appartenu au premier maire de Tours<sup>69</sup>.

La culture des membres de ces familles bourgeoises ne peut provenir que d'un minimum de scolarisation au cours de leur jeunesse et, pour certains, des voyages qu'ils firent seuls ou en accompagnant leur père. C'est le

67. . Inventaire Chotard, 1716, déjà cité. Curieusement, l'inventaire après le décès de sa veuve en 1734 ne fait état d'aucun ouvrage. Il en est de même de l'inventaire après le décès de l'épouse de Jean-François Buttet née Viot en 1736.

68. Si, en 1754, Nicolas Viot, ancien marchand fabricant en soie, ne détient dans un cabinet que « douze volumes de livres égrenés », la veuve Lambron-Patas, en 1769, possède dans une armoire « en bibliothèque », située dans le vestibule et dans d'autres lieux, 140 volumes, trois cartes, mais aussi huit tableaux des philosophes (inventaires déjà cités).

69. Pour une présentation des bibliothèques de 54 familles tourangelles au XVIII<sup>e</sup> siècle, dont certains membres des familles alliées des Buttet (Chaplot père et fils, Lambron François Jules époux Basset), l'on consultera LEBEHEREL, Armelle, *Les Bibliothèques privées en Touraine dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle*, mémoire de maîtrise, université de Tours 1993-1994, 2 t. Le second volume contient un précieux catalogue des ouvrages recensés dans les 54 inventaires.

cas de François Pierre Margonne (1715-1740), officier de marine, qui semble être décédé en mer, et de son frère François Emmanuel Margonne époux de Noual, aïeul de Jean-François. Entré à la Compagnie des Indes à 22 ans en 1733, il participe à plusieurs campagnes aux Indes (Pondichéry), en Chine, aux Îles de France et de Bourbon<sup>70</sup> et termine officier de vaisseau en 1759, avant de décéder en mer, le 7 mars 1760, sur le vaisseau *Le Warwick*. Dans les familles alliées, marchands-fabricants en soie, l'on citera l'exemple de la famille Viot, dont l'un des membres, Nicolas époux Viot, fils d'Alexandre époux Chaplot, s'installe dans sa jeunesse colon à Saint Domingue<sup>71</sup>.

Ils ont certainement fréquenté un collège, mais malheureusement, nous ignorons aussi bien le lieu de scolarisation que la durée des études. Il est certain qu'après avoir fait leurs humanités au collège de Tours<sup>72</sup>, de Nogent-le-Rotrou ou dans celui des villes voisines de Chartres ou du Mans, les enfants de marchands et négociants font leur apprentissage dans la maison paternelle et commencent à fréquenter les foires avec leur père. D'autres enfants ne s'orientent pas vers le négoce mais se tournent vers les fonctions juridiques, notamment la profession d'avocat, et suivent donc un cursus plus long. Tel est le cas d'Alexandre Margonne (1721-1797), inscrit à l'université d'Orléans en 1746, futur avocat, oncle du négociant François Margonne époux Buttet<sup>73</sup>. Il est également vraisemblable que certains enfants de cette bourgeoisie aient reçu une éducation auprès d'un particulier, comme celle d'Henry de Balzac, fils naturel de Margonne<sup>74</sup>.

Les familles de notre corpus ont toutes recherché la reconnaissance sociale, mais peut-être pour des motifs différents. Sous l'Ancien Régime, la notabilité s'acquiert grâce à la possession d'un office. Dans une ville comme Tours ou Nogent-le-Rotrou, la plupart de ces offices concernent l'administration municipale et la gestion fiscale et, pour les marchands et négociants, l'appartenance à la juridiction consulaire. Ainsi, dès son arrivée à Nogent-le-Rotrou, Jean Buttet époux Poulet, acquiert en 1758, moyennant une somme de 1 000 l. t., l'office de lieutenant du maire, charge qu'il conserve jusqu'en 1772. À Tours, il ne semble pas qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, les membres des familles Buttet et alliées fassent partie du

70. Arch. nat., C<sup>7</sup> 196 Marine. Ses services et ses campagnes y sont exposés.

71. Son acte de mariage à Tours en 1796 avec sa cousine indique qu'il est « colon réfugié de Saint Domingue » (Arch. municipales, Tours).

72. Le collège royal de Tours a fait l'objet du mémoire de maîtrise de SERREAU, Sylvie, *Le Collège Royal de Tours aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, université de Tours, 1974. Malheureusement, comme à Nogent-le-Rotrou, aucune liste des élèves ne nous est parvenue. Seul un livre des recettes entre 1779 et 1789 du collège alors dirigé par les oratoriens mentionne les noms de pensionnaires pour paiement de pension. Nous y trouvons quelques membres des familles de notre corpus pour les années 1780, 1781 et 1782 : un fils de M. Mignon-Salmon, procureur au bureau des finances, les fils aînés d'Alexandre Viot, négociant en soies et un fils, sans doute François (1773-1852) de Madame veuve Nicolas Viot-Baudichon, également négociante en soie (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, D 14).

73. Arch. dép. d'Eure-et-Loir. Liste des écoliers immatriculés à l'université d'Orléans de 1668 à 1780, publiée par la *Société Archéologique d'Eure-et-Loir*, t. XI, 1905.

74. MÉTADIER, Paul, *Balzac...*, op. cit., p. 38.



corps de ville, sauf en exerçant la charge de capitaine de bourgeoisie<sup>75</sup>. Par contre, nous retrouvons ces marchands souvent députés de leur paroisse : Chotard-Buttet (paroisse Saint-Denis, 1765), Jahan-Lambron (paroisse Saint-Clément, 1765), Lambron François-Viot (paroisse Saint-Clément, 1784-1786), Roze Antoine-Viot (Saint-Pierre-le-Puellier, 1788-1789), Viot Nicolas-Roze (Saint-Saturnin, 1774-1789). De même, certains seront, à un moment ou à un autre du XVIII<sup>e</sup> siècle, juges de la juridiction consulaire : Charles Viot-Hardy (1708), Nicolas Viot-Dubois (1738), Jean Buttet-Pichery (1754), Chotard-Buttet (1758), Salmon-Bellegarde (1768), Nicolas Viot-Roze (1760 et 1771), Alexandre Viot-Chaplot (1787)<sup>76</sup>. La charge d'administrateur ou de receveur de l'hôpital général de Tours est également très recherchée des marchands-fabricants en soie de notre corpus, tels les frères Nicolas Viot et Jean Charles Viot, Michel Viot époux Chotard, Toussaint Lambron époux Patas, puis ses fils Toussaint et François Lambron, tous deux mariés aux sœurs Viot, et de leur gendre Louis Jahan<sup>77</sup>. C'est surtout par l'achat d'un office anoblissant que certains des principaux membres de ces familles, alors négociants, tentent de s'intégrer dans l'ordre de la noblesse. Trois négociants appartenant à la famille Buttet y réussissent par l'acquisition d'un office de secrétaire du Roi, la fameuse « savonnette à vilains », véritable sinécure permettant l'intégration immédiate à la noblesse. Ainsi, Pierre Martin Buttet époux Pinceloup achète une charge de secrétaire du Roi en la Cour des Comptes, Aides et Finances d'Aix, le 3 décembre 1754, charge qu'il vend avant son décès en 1786<sup>78</sup> ; cet office lui permet de porter le titre d'écuyer dans les actes officiels ; après l'acquisition de la seigneurie de Nouans (Maine) en 1781, il est dit seigneur de Nouans<sup>79</sup>. Jean-François Buttet alors époux Pichery, acquiert, en 1768, avec son fils, Jean Buttet époux Poulet, la charge anoblissante de secrétaire du Roi auprès de la Cour des Aides de Clermont-Ferrand, moyennant la somme de 80 000 l. t., obtenant ainsi le titre d'écuyer<sup>80</sup> ; c'est en 1787, au décès de son père, que Jean revend la

75. Charge qu'occuperont Jean Buttet-Barat (1705), Jean-Baptiste René Salmon, époux Bellegarde (1746-1787), Martin Charles Lambron époux Buttet (1774), Louis Jahan époux Lambron (1738-1778), son beau-frère, René Gatien Lemarchand-Chotard (état-civil et BAUMIER-LEGRAND, Béatrice, *Tours entre Lumières et Révolution...*, op. cit.).

76. FAYE, Henri, « La juridiction consulaire à Tours », *Mémoires de la Société archéologique de Tours*, t. XLIII, 1904, p. 1-93.

77. Arch. dép. d'Indre-et-Loire et Arch. mun., Tours, notations relevées dans les actes d'état-civil.

78. Arch. dép. d'Eure-et-Loir, 2 C 20, n. c., contrôle des actes, Nogent-le-Rotrou.

79. Avant la Révolution, son fils émigre en Angleterre. Son domaine est confisqué mais il lui est restitué à son retour. C'est dans son château que Charles Pierre Cureau, négociant au Mans, allié à la famille de sa mère née Pinceloup, se réfugie et est assassiné pendant la Révolution (DORNIC, François, *L'Industrie textile dans le Maine et ses débouchés internationaux, 1650-1815*, Le Mans, 1955, p. 246).

80. Arch. nat., Minutier Central des Notaires de Paris (M.C.N.), VII/380. Acte M<sup>e</sup> Armet, 14 octobre 1768. Par cet acte, l'acquisition est faite par Buttet fils pour le compte de son père qui devient titulaire de l'office avec tous les privilèges y attachés, et pour son compte comme propriétaire.

charge de secrétaire du Roi, mais seulement pour 73 500 l. t.<sup>81</sup>, prix qui confirme la baisse de valeur de certains offices dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Devenu seigneur de Saché, il est un des représentants du second ordre de Touraine aux États Généraux en 1789<sup>82</sup>. Il devient maire de Saché au début de la Révolution<sup>83</sup>. Pour être complet, ajoutons que la famille alliée Viot a également recherché les charges anoblissantes ; ainsi, Jean-Charles Viot (1689-1766), marchand en soie, époux Marie Dubois, achète un office de trésorier de France pour son fils Jean-François<sup>84</sup>.

Peut-être pour des raisons plus « citoyennes », François Hippolyte Margonne, imprégné de la philosophie des Lumières, franc-maçon avant la Révolution<sup>85</sup>, est le rapporteur éclairé sur l'industrie étaminière lors de la réunion de l'assemblée provinciale de Normandie centrale qui se tient en 1787 à Mortagne-au-Perche (Orne)<sup>86</sup> puis devient l'un des deux représentants du Tiers État du Perche et député à l'Assemblée Constituante où il siège jusqu'à son décès le 4 novembre 1790 ; en même temps, il devient le premier maire de Nogent-le-Rotrou. Figurant sur la liste des députés de gauche, il ne semble pas avoir joué un rôle important si l'on en croit la note suivante consignée dans l'almanach des députés de l'assemblée nationale : « Perche, députés du Tiers, Messieurs Bailleul et Margonne. Ces honorables membres sont comme les femmes ni absolument laides, ni précisément jolies, dont on ne dit rien<sup>87</sup>. » Après son décès, il est remplacé par son suppléant, le négociant d'étamines Étienne Augustin Bourdeau (1744-1811), issu d'une riche famille de marchands parisiens, venu s'installer à Nogent-le-Rotrou, centre textile encore attrayant dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Le gendre des époux Salmon-Buttet, Philippe Jean Baptiste Mignon, ancien procureur du roi au bureau des finances de la généralité de Tours, intellectuellement brillant, devient en 1787 procureur-syndic de l'assemblée provinciale de Touraine, secrétaire de l'assemblée de la noblesse du bailliage de Touraine en 1789, puis, du 25 mars au 27 novembre 1790, premier maire élu de la ville de Tours. Jugé trop timoré par les partisans des réformes, il est remplacé par son adversaire politique Prudent Jean Bruley, trésorier de France. Il devient commissaire du roi près le tribunal de district de Tours en 1790 et 1791, puis il se retire de la scène politique, exprimant ainsi son désaveu des pouvoirs en place<sup>88</sup>. De même, un membre de la

81. Arch. nat., M. C. N., XXX/498. Traité d'office, M<sup>e</sup> Lormeau, notaire à Paris, 9 octobre 1787.

82. CARRÉ DE BUSSEROLLE, Jean-Xavier, *Dictionnaire...*, op. cit., article « Saché ».

83. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, E dépôt 205/E 12, registre paroissial et d'état civil de Saché.

84. DESAGUILLIER, Cristel, *Les Marchands en soie tourangeaux...*, op. cit., p. 75-76.

85. Selon sa signature au jeu de Paume (LEMAY, Edma Hindie, *Dictionnaire des Constituants 1789-1791*, Paris, Universitas, 1991, t. 2, p. 632).

86. Arch. dép. de l'Orne, C 1175.

87. De fait, Margonne n'intervient qu'à deux occasions : pour demander si le comité de recherches a reçu une plainte contre le sieur Bayard de la Vingtrie, ex-subdélégué de Bellême (19 décembre 1789) et au sujet d'un projet d'instruction pour les assemblées administratives (12 août 1790) (LEMAY, Edma Hindie, *Dictionnaire des Constituants...*, op. cit.).

88. CARRÉ DE BUSSEROLLE, Jean-Xavier, *Dictionnaire...*, op. cit., p. 264 ; CAILLOU, François, *Une administration royale...*, op. cit., p. 581-585 et fiche annexe ; BAUMIER-LEGRAND,

famille Viot, Hyacinthe (né en 1757), négociant en soie, qui a manifesté peu de sympathie à l'égard des idéaux révolutionnaires, devient maire de Tours au début de la Restauration, entre 1815 et 1821<sup>89</sup>.

La présence de domestiques est généralement considérée, à juste titre, comme un indicateur significatif de l'appartenance aux classes aisées de cette période. Malheureusement, les inventaires après décès ne sont pas toujours explicites sur leur nombre, leur qualification et leur rétribution. À défaut d'indications précises, il faut se contenter de mentions telles que « chambre de la domestique », « drap de domestiques », montant des gages restant dus au décès par le défunt, domestique gardien des scellés au décès. Selon notre recensement, presque tous les inventaires (huit sur onze) mentionnent la présence de domestiques. Notre évaluation nécessairement sous-estimée donne une moyenne de 1,8<sup>90</sup>. En ville, ce sont avant tout des femmes, cuisinières et femmes de chambre; elles résident généralement dans des chambres mansardées à l'étage dont le mobilier est très réduit<sup>91</sup>. Les domestiques sont plus nombreux et leur groupe moins fortement féminin chez les propriétaires fonciers résidant dans leur domaine et/ou propriétaires de plusieurs résidences. Messieurs Buttet de Saché et de Nouans ont chacun un régisseur pour la gestion de leur domaine; Louis Antoine, célibataire, a, en outre, à sa disposition un économe, un gardien, deux cuisinières, une vachère et il engage des journaliers pour l'entretien de la partie du domaine qu'il s'est réservé<sup>92</sup>.

Sous l'Ancien Régime et au-delà, l'accès à la notoriété se manifeste également par la place qu'occupe ces familles lors des offices religieux, par leur rôle dans la gestion des biens temporels des paroisses, par les dons aux communautés religieuses et par l'acquisition d'un bénéfice ecclésiastique pour les garçons et par l'entrée dans le clergé régulier pour les filles. À l'image des familles des principaux négociants d'étamines de Nogent-le-Rotrou, à notre connaissance, les Buttet et les Margonne ne fournissent ni prêtres ni religieuses, à l'exception de Charles Bonaventure Margonne,

---

Béatrice, *Tours entre Lumières et Révolution...*, *op. cit.* Cette désapprobation du nouveau régime est plus marquée chez ses enfants dont l'un émigre en 1792 (CAILLOU, François, *op. cit.*).

89. Arch. mun. de Tours, état-civil. LAURENCIN, Michel, *Dictionnaire biographique de Touraine*, Chambray-lès-Tours, éd. C.L.D., 1990.

90. Il semble que compte tenu de l'absence d'indices dans trois inventaires sur onze, le nombre de domestiques ne soit pas inférieur à deux. Chez les marchands-fabricants en soie de Tours, cette moyenne serait moins élevée (1,2) (DÉSAGUILLIER, Cristel, *Les Marchands en soie tourangeaux...*, *op. cit.*, p. 53).

91. Inventaire après le décès de Madame Mignon née Salmon (1826) : « deux chaises, une table, une armoire, un lit pour 112 francs » (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 E 1/1095, minutes Bidault, 25/8/1826).

92. Rappelons qu'au moment de son décès, Jean Buttet était divorcé et ne possédait plus le château de Saché qui appartenait depuis 1797 à son ex-épouse, même s'il n'était pas sans y séjourner de temps à autre, comme en témoignent les meubles, qui y étaient déposés, dépendant de sa succession en 1802 (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 E 8/577, M<sup>e</sup> Josse, notaire à Tours. Inventaire Buttet-Poulet, 13 vendémiaire an XI, 4/10/1802).

prêtre entre 1735 et 1758, oncle de François Hippolyte Margonne<sup>93</sup>. Il en va différemment des familles alliées. Ainsi, au tournant du <sup>xvii</sup>e et du <sup>xviii</sup>e siècle, Pierre Barat, frère de Madame Buttet née Barat, est chanoine prébendé du chapitre Saint-Martin de Tours<sup>94</sup>. Alexandre Rocherot (1673-1753), frère de Louis Rocherot époux Buttet, est curé à Amboise (1708) avant de devenir chanoine de l'Église de Tours ; Claude Rocherot, son neveu, est chanoine du chapitre Saint-Florentin d'Amboise entre 1738 et 1767<sup>95</sup>. Dans la première moitié du <sup>xviii</sup>e siècle, Charles Viot (1688-1737), fils aîné des époux Viot-Hardy, est chanoine de Saint-Venant<sup>96</sup>. Dans les années 1750, Jeanne et Marguerite Viot, nièces de Françoise Viot épouse Buttet, sont religieuses au couvent Notre-Dame-de-la-Charité à Tours<sup>97</sup>. André Charles Lambron (1732-1774), fils des Lambron-Patas, frère de Martin Lambron-Buttet, est chanoine de l'Église Saint-Martin de Tours ; sa prébende reviendra à l'un de ses neveux Toussaint Michel Lambron (1741-1774), fils de Toussaint Lambron-Viot<sup>98</sup>.

En même temps qu'ils participent au pouvoir municipal, les membres de ces familles participent à l'exercice du pouvoir religieux dans son rôle temporel. Ainsi, en 1789, le négociant Margonne-Buttet est élu marguillier et trésorier de la fabrique de la paroisse Notre-Dame de Nogent-le-Rotrou où il est domicilié.

Les comportements religieux de ces familles se manifestent également dans l'acquisition d'un banc à l'église paroissiale dont elles dépendent moyennant une rente annuelle<sup>99</sup> et par l'utilisation d'objets de dévotion. Ainsi, en est-il des croix, dont certaines sont en ivoire, des prie-dieu « couverts de velours », des gravures et peintures représentant des saints, de la possession d'un missel ou d'un bréviaire. Certains disposent d'une chapelle dans leur propriété campagnarde, tel Nicolas Viot dans sa maison à Saint-Cyr-sur-Loire<sup>100</sup>. Enfin, il faut évoquer les fondations ou dons lors des testaments. Ainsi, Madame Margonne, la propriétaire de Saché, s'adonne avec assiduité à des œuvres de bienfaisance à Paris, à Tours et à Saché. Elle

93. Arch. dép. d'Eure-et-Loir, 2 C 20 n. c., contrôle des actes, Nogent-le-Rotrou.

94. B.M.S. paroisse Saint-Venant, Tours, 1697 et B.M.S. paroisse Saint-Denis, 1715 (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, microfilm).

95. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 B 151, bailliage d'Amboise, 2 C 68, Amboise ; B.M.S. Saint-Florentin d'Amboise (microfilm).

96. B.M.S. paroisses Saint-Saturnin et Saint-Venant (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, microfilm).

97. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 E 9/400. Inventaire Nicolas Viot, M<sup>e</sup> Chéreau, 27 juin 1754.

98. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 E 4/477, M<sup>e</sup> Hubert, notaire à Tours. Inventaire après le décès de André Charles Lambron, 16 décembre 1774. Trois jours plus tard, la vente de son mobilier a produit 5230 l. Son patrimoine immobilier n'était pas négligeable puisqu'il possédait deux maisons à Tours, dont l'une avait été vendue à son frère Lambron-Buttet en 1773 moyennant 12000 l, l'autre était louée au décès.

99. À Nogent-le-Rotrou, les acquisitions de bancs même sous signatures privées sont enregistrées au bureau de l'enregistrement (Arch. dép. d'Eure-et-Loir, 2 C 20, contrôle des actes Nogent-le-Rotrou, n. c.).

100. Licitation par les consorts Viot (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3 E 9/400, M<sup>e</sup> Chéreau, notaire à Tours, 11 mars 1755).

lègue 200 F de rente à titre perpétuel à l'école religieuse des jeunes filles de Saché, et fait d'autres legs aux archevêques de Paris et de Tours pour leurs œuvres de charité envers les enfants, aux curés de sa paroisse de Paris et de Saché pour les pauvres et des dons aux sœurs de Saint-Vincent de Paul et à l'association des Dames de la Providence de Tours, dont elle était membre actif<sup>101</sup>. Quelques années plus tard, son mari ne semble pas avoir pris les mêmes dispositions avant son décès. Plus modestement, c'est aussi le cas des dons versés après le décès de Madame Lambron née Charlotte Patas, aux sœurs de la Charité, « suivant l'intention de ladite dame<sup>102</sup> ».

L'on souhaiterait connaître l'activité des membres de ces familles devenus rentiers et les loisirs – s'ils en avaient – de ceux encore marchands-fabricants ou négociants. Les inventaires nous renseignent peu sur ce sujet. Certains indices nous éclairent cependant. Les propriétaires fonciers tels Jean Buttet à Saché et à Saint-Cyr-sur-Loire et Louis Antoine Buttet à Nouans se consacrent sur leur terre à la chasse, la possession d'un ou deux fusils en faisant foi. C'est évidemment le symbole parmi d'autres d'une vie de seigneur, illustration de la France encore terrienne et aristocratique de l'Empire et de la Restauration. D'autres s'adonnent sur leur propriété rurale à des travaux de jardinage. Ainsi, Jean-Baptiste Salmon, en 1823, possède une serre contenant des orangers, un citronnier, des myrtes à fleurs et divers pots à fleurs. Il partage ce temps à l'intérieur avec le billard ou avec l'astrologie<sup>103</sup>. Pendant qu'elle est à Vouvray, sa première épouse pratique le piano. Plus tard, sa seconde épouse née Périllault, fille de la noblesse, joue, semble-t-il, du violon. Mais ce sont surtout les jeux de société tels les jeux de trictrac et divers jeux de cartes comme le jeu de reversi qui occupent les longs moments de loisir de ces rentiers à moins que les dames ne pratiquent la broderie et le tricot, lorsque les réceptions leur en laissent le temps<sup>104</sup>.

•

À travers cette prosopographie familiale, nous assistons à la formation du capitalisme commercial dans le secteur essentiel de la croissance économique au XVIII<sup>e</sup> siècle, – le secteur textile –, et sa transformation progressive, au fil des générations, en capitalisme foncier<sup>105</sup>. C'est bien ce processus

101. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, fonds Métadier, 1 M 61, testament olographe de Madame Margonne, 2 avril 1834 et codicilles en date du 16 novembre 1837 à Saché et du 12 février 1838 à Paris.

102. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3E 2/510, M<sup>e</sup> Bidault, notaire à Tours. Partage Lambron, 25 juin 1770.

103. Il possède un télescope (inventaire après son décès, 1858). Son cas n'est pas isolé. L'inventaire Lambron – Patas, en 1769, fait état d'une lunette d'approche.

104. L'on pourra comparer les loisirs des membres de notre corpus à ceux des marchands en soie de Tours étudiés par C. DÉSAGUILLIER, *Les Marchands en soie tourangeaux...*, *op. cit.*

105. Ce processus confirme les conclusions de notre thèse à propos des négociants du Perche et leur responsabilité dans l'échec de la transition industrielle dans cette région : CAILLY, Claude, *Mutations d'un espace proto-industriel...*, *op. cit.*

d'accumulation du capital sous toutes ses formes qui permet à ce groupe familial et social assez homogène de s'assurer par son patrimoine et ses revenus élevés, une notoriété et une notabilité. Pour certains, cette position sociale acquise et renouvelée permet d'atteindre les sphères du pouvoir local, pour d'autres, de pénétrer dans la noblesse, dans les deux cas, d'accéder à une consommation ostentatoire, manifestation de leur appartenance aux classes privilégiées de la période étudiée.

### RÉSUMÉ

**À travers les comportements démographiques, économiques, sociaux et culturels des familles Buttet et Margonne et leurs alliées, toutes versées dans le négoce textile à Tours (toiles et soie) et à Nogent-le-Rotrou (étamines du Perche et du Maine) au XVIII<sup>e</sup> siècle, il s'agit d'étudier la formation du capitalisme commercial dans le secteur essentiel de la croissance économique au XVIII<sup>e</sup> siècle, – le secteur textile –, et sa transformation progressive, au fil des générations, en capitalisme foncier et, par là, établir au plan économique, les rapports entre investissement commercial et placement foncier, sources d'accumulation de capital et de revenus et de domination sociale, voire politique, de cette bourgeoisie d'affaires.**

### ABSTRACT

*Through the demographic, economic, social and cultural behaviour of the Buttet and Margonne families and connected families, all in the textile trade, at Tours (linen and silk) and Nogent-le-Rotrou (muslin from Perche and Maine), we shall study the formation of commercial capitalism in what was the essential sector of economic growth in the 18th century – i.e. the textile sector – and its gradual transformation, generation after generation, into landed capitalism. We shall show the connection between commercial investment and landed investment, both leading to an accumulation of capital and income and to the social and political domination of that wealthy business middle class.*